

Des guerres cachées
« Etat de guerre » et « guerres par procuration » aujourd'hui
Par Gabriel Galice

Merci à Webster University et à Alexandre Vautravers de leur invitation.

La guerre, c'est des armes, de l'argent, des mots, des images. Le chercheur pour la paix s'efforce de ne pas prendre les mots pour les choses, les rapports de force existants pour le souhaitable selon la justice.

Pour comprendre les conflits du monde, les concepts d'« état de guerre » et de « guerres par procuration » (proxy wars) complètent utilement ceux de « raison d'Etat », de « pouvoirs », de « zones d'influence », fâcheusement tombés dans le dédain, au bénéfice de douteuses « guerres humanitaires »¹.

J'ai choisi de vous parler de ces guerres cachées, peu évoquées, souvent pratiquées. Pour anciens qu'ils soient, les « états de guerre » et les « guerres par procuration » revêtent actuellement des formes nouvelles. Le choix du sujet est aussi dicté par la nécessité de rectifier une certitude trompeuse : les conflits internes auraient largement remplacé les antagonismes internationaux, les oppositions interétatiques.

*

1. « Etat de guerre » et « guerres par procuration » : les concepts dans l'histoire

L'état de guerre, avec petit « é », ne désigne pas ici l'institution étatique, l'Etat (E majuscule), mais la situation belliqueuse, belligère, qui peut anticiper la guerre proprement dite. L'état de guerre désigne les tensions entre Etats dans l'ordre du monde, leurs rivalités pour maintenir leur existence (conatus de Spinoza) par leur extension respective. C'est l'ordre du monde, décrit par Thomas Hobbes, revu et corrigé (à bon droit, selon moi) par Jean-Jacques Rousseau, se tenant à égale distance du réalisme cynique de Hobbes et de l'idéalisme de Kant².

La Guerre Froide fut décrite comme un « état de guerre », d'abord par l'un de ses aspects : la menace nucléaire tenue pour dissuasion de guerre effective, complétée par les surveillances d'un camp par l'autre, savoir l'espionnage et le contre-espionnage. L'autre aspect de la Guerre Froide était le caractère brûlant de conflits périphériques alimentés par les deux superpuissances rivales, les Etats-Unis et l'Union Soviétique, la Chine émergeant. Ce qui nous conduit à l'autre notion clé, celle de « guerre par procuration ». Les guerres de Corée, du Vietnam, d'Angola, les coups d'état, les révolutions et contre-révolutions en Amérique Latine furent autant de formes de ces guerres par procuration que se firent les grandes puissances par mandataires interposés. C'est une très vieille stratégie militaire, décrite dans le troisième des trente-six principes enseignés par le général chinois Tan Daoqi au Ve siècle avant J.-C. sous l'expression « assassiner avec un épée d'emprunt ». Ce sont des hommes de paille, des régimes amis, des marionnettes.

¹ Jean Bricmont, *Impérialisme humanitaire*, Bruxelles, Editions Aden, 2005.

² Gabriel Galice et Christophe Miqueu, *Penser la République, la guerre et la paix sur les traces de Jean-Jacques Rousseau*, Genève, Slatkine, 2012.

L'expression est un peu forcée dans la mesure où, dans la réalité, se croisent, en des proportions variées, des interventions d'en haut (top down), de l'extérieur, et des mouvements d'en bas (bottom up), de l'intérieur. Il conviendrait de parler de guerres internes / externes, ou « Intext », de la même façon que les Français disent « opex » pour désigner les opérations extérieures. Les dosages respectifs conduiraient même à distinguer les guerres principalement internes (intext) des guerres surtout mandatées (extint). De respectables instituts de recherches pour la paix répètent à l'envi que les guerres internes auraient, ces dernières décennies, remplacé les conflits internationaux par des guerres intestines. C'est faire fi de cette interrelation entre le dedans et le dehors. L'interrelation doit toujours être cherchée dans la réponse à la question « cui bono ? » A qui profite le crime ?

2. Les nouveaux visages de « l'état de guerre » et des « guerres par procuration »

L'état de guerre n'a pas pris fin avec la Guerre froide, dont des indices indiquent que nous ne sommes pas tout à fait sortis. La mondialisation financière du capitalisme des années 80-90 s'est accompagnée de la disparition du bloc communiste, de la suprématie des Etats-Unis, de l'unification allemande, de l'émergence de nouvelles puissances, les BRICS, dont la Chine, concurrent équivalent, (peer competitor) potentiel des Etats-Unis. Zbigniew Brzezinski développe sa vision du monde comme grand échiquier avec l'Eurasie comme espace stratégique³. Les militaires américains adoptent la doctrine de la RMA (Revolution in Military Affairs), expérimentée en Afghanistan et en Irak, avec la prétentieuse notion connexe de « Nation Building ».

Mondialisation financière, mondialisation militaire⁴, concurrence entre entreprises, rivalités entre Etats se soutiennent et s'interpénètrent. Ce contexte conduit Niall Ferguson⁵ et Robert Cooper à vanter le « nouvel impérialisme libéral »⁶, une nouvelle *pax romana*. Ancien conseiller du président Clinton, Benjamin Barber, quant à lui, n'oppose pas les faucons aux colombes mais aux chouettes. La chouette (plutôt démocrate) est capable de discernement dans la pénombre quand le faucon (souvent, pas toujours, républicain) a besoin de forte lumière favorable aux contrastes⁷. Supposées plus avisées que les faucons, les chouettes n'en sont pas moins des oiseaux de proie. Quatre des cinq principaux vendeurs d'armes de la planète sont des membres permanents du Conseil de sécurité, à savoir, par ordre décroissant : Etats-Unis, Russie, Allemagne (non membre permanent), France, Royaume-Uni. Les grandes puissances sont mandantes ou fournisseurs en armes des conflits périphériques.

Entre elles, les grandes puissances, les nations développées, recourent à la guerre feutrée, guerre monétaire, guerre industrielle, guerre financière, guerre électronique (Cyberwar) mais aussi à la guerre proprement dite, mais par procuration donnée à de petits Etats, à des groupes paramilitaires, à des sociétés privées de sécurité qui fleurissent. Les grandes puissances président à l'éclatement de certains pays pour renforcer leur pouvoir et celui de leurs entreprises. Des entreprises même deviennent mandants et arment des groupes qui assurent la sécurité et le commerce d'exploitations minières et autres. Les grandes entreprises deviennent donneurs d'ordre ou mandateurs, directement ou par le truchement d'Etats instrumentalisés,

³ Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier – l'Amérique et le reste du monde*, Pluriel.

⁴ Claude Serfati, *La mondialisation armée*, Paris, Textuel, 2001.

⁵ *The Guardian* du 31 octobre 2001 : « Welcome the new imperialism »

⁶ <http://www.theguardian.com/world/2002/apr/07/1>

⁷ Benjamin Barber, *L'empire de la peur*, Pluriel, 2004.

conduisant même Alain Joxe à parler de « souveraineté des entreprises⁸ ». Sur les pas de Georg Elwert, des auteurs développent la notion de « marchés de violence⁹ », adossés aux violences du marché¹⁰. Le terrorisme est un sous-produit de ces dispositifs entrecroisés¹¹. L'appauvrissement de populations, les guerres civiles larvées sont l'expression des rapports de forces mondialisés par des élites dissociées¹².

Le développement technique induit des changements sociaux et stratégiques. Les NTIC (Nouvelles Technologies d'Information et de Communication) formatent autant les méthodes de la NSA que celles des terroristes¹³. Fomenteur une insurrection passe autant par des cours de communication et des fournitures de moyens vidéo que par des livraisons d'armes. Une équipe d'Al Quaida comporte un suicidaire à la bombe et un preneur d'images pour Internet.

Le cas de la Syrie, qui fait l'actualité à Genève même, relève largement d'une explication en termes d'état de guerre et de guerre par procuration, mêlant intérêts économiques et enjeux stratégiques¹⁴. L'Ukraine semblablement, certains protagonistes étant les mêmes qu'en Syrie.

Les drones tueurs sont l'amorce des guerres robotisées du futur. En attendant le jour, improbable ou fort lointain, où les machines s'entredétruiront sans intervention humaine, les mandataires sont des mercenaires de tous types.

Le chercheur pour la paix ne confond pas la « responsabilité de protéger » avec un problème « droit d'ingérence », qui n'est pas un concept juridique mais une notion politique. L'intervention en Lybie est l'exemple d'un dérapage ; la responsabilité de protéger est passée au second plan, au bénéfice du renversement du régime devenant l'objectif réel, au grand dam des Russes et des Chinois qui prennent appui sur ce précédent pour bloquer une intervention en Syrie. L'intervention en Lybie a fourni des armes et entraîné des hommes qui combattent aujourd'hui au Mali.

⁸ Alain Joxe, *Les guerres de l'empire global*, Paris, La Découverte, 2012

⁹ Martin Kalulambi Pongo et Tristan Landry, *Terrorisme international et marchés de violence*, Les presses de l'université de Laval, 2005.

¹⁰ « Le critère d'évaluation, sans lequel le compte de capital ne peut exister, provient, d'une manière constamment renouvelée, de la lutte de l'homme avec l'homme sur le marché », Max Weber, *L'histoire économique*, Paris, Gallimard, 1991, p.16.

¹¹ René Passet et Jean Liberman, *Mondialisation financière et terrorisme*, Enjeux planète, 2002.

¹² Robert R. Reich, *The Work of Nations*, Vintage Books, 1992, Christopher Lasch, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, climats, 1999.

¹³ Voir les travaux de Régis Debray et de la médiologie <http://www.mediologie.org> et aussi <http://www.huyghe.fr/livres.htm>

¹⁴ Karim Emile Bitar, « Guerre par procuration en Syrie », *Le Monde diplomatique* juin 2013 <http://www.monde-diplomatique.fr/2013/06/BITAR/49154>, Richard Labévière « Syrie : Une guerre de l'empire global », 28/8/12 www.afrique-asie.fr/nous-ecrire/28-politique31/3612-syrie-une-guerre-de-l-empire-global.html?tmpl=component&print=1&page=, Gabriel Galice, « Syrie : faire confiance aux diplomates plutôt qu'aux fusils », *Le Temps*, 29/9/2013, « Syrie, l'initiative russe relance le débat et nuance les appétits », *Le Temps* 13/9/2013 et aussi Eberhard Hamer, « Syrie : guerre par procuration vers la paix ou bien vers le chaos », <http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=4188>

Conclusion :

Puisqu'il est ici question de résolution des conflits, formulons deux pistes :

1) l'occident doit cesser de se prendre pour le centre du monde et un parangon de vérité. Il doit se montrer plus responsable, moins arrogant.

2) le contrôle démocratique des peuples éclairés par des élites responsables vaut souvent mieux que les expéditions militaires étrangères. Les échecs en Afghanistan, en Irak et ailleurs devraient faire réfléchir politiques et militaires.